



WWW.G05.org

THE DEMOCRACY COLLABORATIVE
Engaged Scholarship & Informed Practice for a Democratic World

Visions et stratégies prometteuses pour l'essor de la démocratie mondiale

Document de politiques
Mai 2005

James V. Riker

I. VUE D'ENSEMBLE

Il est essentiel d'amorcer une réflexion critique sur l'opportunité et les possibilités de démocratiser la gouvernance mondiale. Des déficits démocratiques importants entravent la participation démocratique des citoyens et principaux acteurs, ainsi que la capacité des institutions de la gouvernance mondiale d'aborder de manière efficace des enjeux d'une importance vitale : paix et sécurité, droits de la personne et justice entre les sexes, développement équitable et viabilité écologique. Quels sont les rôles et responsabilités dévolus aux institutions de la gouvernance mondiale, aux États, aux sociétés transnationales, aux organisations de la société civile et aux citoyens pour combler les déficits démocratiques du système actuel? Quelles sont les avenues les plus prometteuses pour réformer et transformer les institutions mondiales existantes et trouver des solutions de rechange démocratiques?

Compte tenu des règles et des institutions qui régissent la mondialisation et l'architecture globale du présent système de gouvernance mondiale, quelles solutions la société civile mondiale propose-t-elle pour édifier un monde gouverné de manière plus démocratique? Cette analyse souligne les démarches prometteuses pour l'essor de la démocratie mondiale : autonomisation de la société civile mondiale démocratique, actualisation du potentiel démocratique des projets parlementaires, création de liens démocratiques à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale en vue de démocratiser l'économie et la gouvernance mondiales. Elle présente pour conclure les visions et stratégies prometteuses que la société civile mondiale – avec sa diversité d'intérêts et ses aspirations communes à un monde plus juste et plus démocratique – peut réaliser de concert avec d'autres acteurs en vue d'instaurer un avenir démocratique à l'échelle mondiale.

II. Contexte et objectifs

« L'engagement universel envers la démocratie est un concept assez récent, c'est foncièrement un produit du XX^e siècle. »
– Amartya Sen, récipiendaire du prix Nobel¹

La démocratie mondiale est devenue le défi multidimensionnel de notre temps. Alors que le XX^e siècle a vu le triomphe du concept de démocratie, le défi du XXI^e siècle sera de surmonter la crise de la démocratie pour ce qui est de sa pleine réalisation sur le plan des principes, des priorités, des processus, des politiques et des pratiques, particulièrement à l'échelle mondiale. Les intellectuels ont proposé diverses approches – avec leurs trajectoires et leurs structures organisationnelles – en vue de démocratiser la gouvernance mondiale par une révision du système international en place depuis 1945.² De leur côté, les principaux réseaux et organismes de la société civile ont plaidé pour une démocratisation des principales institutions mondiales, telles les Nations unies et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), créant leurs propres institutions de rechange, comme le Forum social mondial (FSM) et des forums régionaux afin de favoriser l'essor de nouvelles formes d'autonomisation citoyenne démocratique.³ Enfin, le déficit démocratique croissant à l'échelle mondiale a incité des dirigeants politiques influents à lancer des appels pour la réforme et la démocratisation des grandes institutions de la gouvernance mondiale – Nations unies, Fonds monétaire international et Banque mondiale.⁴ Tous ces efforts n'ont cependant pas permis de dégager un consensus sur la valeur respective de ces approches et la façon d'influer de manière positive sur la gouvernance mondiale et sa démocratisation – celle des règles et institutions qui façonnent la mondialisation et l'architecture globale du système de gouvernance mondiale. De là l'importance cruciale d'une réflexion critique sur l'opportunité et les possibilités de démocratiser la gouvernance mondiale.

Les pressions de la société civile mondiale et la mobilisation sociale ont contribué à « restructurer la politique mondiale » et à démocratiser les pratiques des États et des institutions de la gouvernance mondiale.⁵ L'asymétrie du pouvoir exige cependant l'élaboration de mécanismes démocratiques efficaces en vue de favoriser la participation, la reddition de comptes, la représentation, les débats et la prise de décision démocratique parmi les organismes de la société civile, les États et les institutions de la gouvernance mondiale.⁶ Il faut se pencher de toute urgence sur la vision des institutions en place et leur exercice du pouvoir, et sur la création de nouvelles structures mondiales de gouvernance démocratique. Il est donc temps d'explorer l'ensemble des démarches visant l'essor de la démocratie mondiale, d'établir des critères pour les évaluer et de partager les leçons de l'expérience pour faire avancer la théorie, la stratégie et la pratique de la démocratie à l'échelle mondiale.

III. Un cadre explicatif de la démocratie mondiale

Il s'agit ici de s'inspirer des principes et processus démocratiques pour réorienter la gouvernance et raffermir ses bases institutionnelles à l'échelle mondiale. Après des décennies de gouvernance mondiale déficiente, autant sur le plan de la démocratie que celui de l'efficacité à régler les grands problèmes mondiaux (développement, environnement, droits de la personne, commerce et sécurité), il est temps de mettre de l'avant les aspirations et les points de vue des leaders de la société civile mondiale. Cette analyse vise avant tout à explorer les

visions et les stratégies les plus prometteuses de la société civile pour l'essor de la démocratie mondiale.

Cela suppose d'abord d'aller au-delà de la structure institutionnelle en place pour étudier les propositions relatives à un nouveau système de gouvernance mondiale démocratique. Vu les divergences et les visions parfois incompatibles sur la façon dont il convient de réaliser la démocratie mondiale, il est essentiel de définir et clarifier ensuite les termes du débat et les critères d'analyse et d'évaluation. Cela suppose en troisième lieu que l'on ne se limite pas à certaines institutions de la gouvernance mondiale – Nations unies, Banque mondiale, Fonds monétaire international et Organisation mondiale du commerce – mais que l'on aborde plutôt l'ensemble des paliers et des règles de gouvernance pour envisager des changements systémiques plus larges. Si on se limite à la réforme et à la démocratisation d'une ou deux institutions de la gouvernance mondiale, on se retrouve inévitablement devant des priorités institutionnelles inconciliables, au détriment d'une réflexion sur la démocratisation d'autres tribunes essentielles – l'économie mondiale et Internet, par exemple – et d'autres acteurs de premier plan – les 195 États, les 300 organisations intergouvernementales (OI), les 60 000 sociétés transnationales, les cours internationales, ainsi que les 40 000 organisations non gouvernementales internationales (ONGI) qui forment la société civile mondiale. Tous façonnent à des degrés divers les perspectives démocratiques et la trajectoire du système global de gouvernance mondiale.⁷ Cela suppose enfin que l'on stimule un climat politique propice à la création de nouvelles tribunes politiques démocratiques permettant l'émergence du dialogue, de débats et d'interventions soutenus et efficaces. Au bout du compte, il faut accorder la priorité au développement et à l'échange des connaissances susceptibles de renforcer la participation démocratique, de nourrir l'autonomisation démocratique et de développer des mécanismes efficaces pour une gouvernance démocratique réceptive, garante d'un changement social durable à grande et à moyenne échelle.

IV. Les grands déficits qui entravent la participation démocratique : buts et stratégies

Du côté de la demande de l'équation démocratique mondiale, quatre grands déficits entravent les possibilités de participation démocratique des citoyens et des principaux acteurs à l'échelle mondiale. Le défi consiste à favoriser les formes d'exercice démocratique de la citoyenneté mondiale qui sont inclusives et donnent aux gens les moyens de participer aux décisions multidimensionnelles qui affectent leur vie.

Le premier déficit est la faiblesse du niveau de conscience et de la participation citoyenne aux processus et aux enjeux de la gouvernance mondiale.⁸ Pour combler ce déficit, le but consiste à **accroître la participation démocratique sur le plan quantitatif.**⁹ Les stratégies visent à augmenter le nombre de citoyens et d'acteurs ainsi que leur niveau de participation en favorisant la participation citoyenne. Cela suppose que plus de citoyens et d'acteurs, ou une proportion plus grande de la population, et un plus grand nombre d'organismes et de coalitions participent activement à la gouvernance mondiale.

En second lieu, l'inefficacité des institutions et des processus de la gouvernance mondiale limite la participation démocratique.¹⁰ Les possibilités d'intensifier le dialogue et d'améliorer la gouvernance restent limitées tant qu'il n'y a pas de processus efficace pour assurer une

participation significative. Pour combler ce déficit, le but consiste à **accroître la qualité de la participation démocratique**.¹¹ Les stratégies visent à approfondir le savoir, les compétences et l'engagement des citoyens et des divers acteurs, ainsi qu'à rehausser la qualité générale et la teneur des débats. Cela suppose de tirer un meilleur parti des possibilités actuelles en améliorant l'efficacité organisationnelle, et de créer de nouvelles possibilités de participation plus significatives pour les citoyens et les divers acteurs. Il faut aussi améliorer la qualité de l'intervention des divers acteurs par le renforcement des compétences et l'éducation citoyenne.

En troisième lieu, les inégalités et les disparités notables dans les structures sociales sapent la participation démocratique à la gouvernance mondiale.¹² La gestion négative de facteurs sociétaux sources d'iniquité – race, ethnie, sexe ou classe sociale – empêche le citoyen ou le groupe en question de participer pleinement aux processus démocratiques, quand il ne les exclut pas carrément. Pour combler ce déficit, le but consiste à **accroître l'égalité de la participation démocratique**.¹³ Les stratégies visent à diversifier le bassin d'acteurs et assurer l'accès et l'influence à ceux qui n'ont pas de droits, qui sont marginalisés, victimes de discrimination ou sous-représentés en raison de la race, l'ethnie, le sexe, l'âge, la richesse, la situation géographique ou tout autre facteur. Cela suppose que l'on détermine les facteurs structurels ou autres (dont la culture) à l'origine de l'inclusion ou l'exclusion, et que l'on tire profit du côté positif des différences sociales tout en minimisant les disparités négatives. Cela permettra d'accroître la participation, l'accès, l'influence et le niveau de représentation des groupes sous-représentés en raison de divers facteurs – race, classe sociale, ethnie, âge, sexe et religion. Cette inclusion accrue suppose également que l'on accorde la place centrale aux citoyens et groupes marginalisés, notamment ceux des pays du Sud, afin de renforcer les liens entre réseaux formels et informels, et pour valider les préoccupations, les points de vue et les idées des sans-voix dans le processus d'amélioration de la gouvernance démocratique.

Le quatrième déficit qui affecte la participation démocratique est la capacité réduite des institutions à agir de manière soutenue sur les enjeux relatifs à la gouvernance mondiale. Il est primordial que les institutions disposent de capacités soutenues pour obtenir un changement durable (et possiblement systémique) afin d'appuyer l'actualisation des normes, des processus juridiques et culturels, des politiques et des pratiques démocratiques. Pour combler ce déficit, le but consiste à **accroître le caractère durable de la participation démocratique**.¹⁴ Les stratégies visent à renforcer les avenues et les possibilités existantes, ainsi qu'à miser sur les stratégies et innovations émergentes susceptibles de renforcer la capacité des institutions à soutenir à long terme des actions publiques communes. Il faut aussi instaurer un climat politique propice, qui élimine les obstacles et favorise la participation aux processus et pratiques de la gouvernance démocratique sur une base continue.

Le **Tableau 1** ci-dessous présente un résumé des quatre grands déficits qui entravent la participation démocratique des citoyens. On y présente les buts et les stratégies liés à chacun, tout en notant les possibilités offertes à la société civile mondiale, ainsi que ses responsabilités en ce qui a trait à la multiplication de toutes les formes de participation démocratique en vue de favoriser et d'affermir la gouvernance démocratique mondiale.

TABLEAU 1 : Combler les déficits – Buts, stratégies et possibilités en vue d’accroître la participation démocratique¹⁵

GRANDS DÉFICITS DÉMOCRATIQUES	BUTS	STRATÉGIES	POSSIBILITÉS OFFERTES À LA SOCIÉTÉ CIVILE MONDIALE
Faiblesse du niveau de conscience et de la participation citoyenne aux processus et aux enjeux de la gouvernance mondiale	<i>Accroître la participation démocratique sur le plan quantitatif</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les citoyens et promouvoir l’engagement (à l’échelle mondiale). • Accroître le nombre de citoyens participant à la gouvernance mondiale. • Faire participer plus d’organismes et de coalitions aux activités relatives à la gouvernance mondiale. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aider les citoyens à mieux saisir les processus mondiaux par l’éducation. • Traiter plus souvent de la gouvernance mondiale dans les médias. • Cela suppose la démocratisation des organisations de la société civile.
Inefficacité des institutions et des processus de la gouvernance mondiale	<i>Accroître la qualité de la participation démocratique</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître le nombre de citoyens et d’acteurs informés, compétents et actifs. • Intensifier le débat public sur la gouvernance mondiale. • Accroître le nombre d’organismes efficaces et dotés de ressources. • Accroître la coopération organisationnelle entre secteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer des mécanismes efficaces pour le débat public (forums sociaux, par ex.). • Renforcer la supervision parlementaire et la reddition de comptes. • Intensifier le plaidoyer pour la reddition de comptes, la transparence et la prise de décision démocratique de la part des acteurs mondiaux.
Faiblesse de la gouvernance mondiale en raison des inégalités et disparités importantes dans les structures sociales	<i>Accroître l’égalité de la participation démocratique</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître l’accès, l’influence et la représentation des citoyens et acteurs sous-représentés à l’échelle mondiale. • Multiplier les tribunes et lieux publics pour favoriser l’inclusion, et soutenir les pratiques et points de vue <i>alternatifs</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer l’accès et la représentation à tous les acteurs. • Abattre les obstacles qui entravent la participation de groupes clés sous-représentés (pays du Sud, par ex.). • Intensifier le plaidoyer pour la redistribution des ressources.
Capacité réduite des institutions à agir de manière soutenue sur les enjeux relatifs à la gouvernance mondiale	<i>Accroître le caractère durable de la participation démocratique</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités d’intervention publique à long terme des institutions. • Créer un climat propice qui élimine les obstacles et favorise la participation à la gouvernance démocratique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer des structures et politiques de soutien démocratiques. • Tisser des partenariats entre secteurs. • Promouvoir la citoyenneté mondiale et la solidarité.

V. Quatre déficits démocratiques entravent les institutions de la gouvernance mondiale

Du côté de l'offre de l'équation démocratique mondiale, les institutions de la gouvernance mondiale doivent combler quatre grands déficits. Plusieurs institutions mondiales ont éprouvé de graves problèmes dans quatre domaines : caractère démocratique des processus et pratiques, capacité d'action, capacité de mobiliser des ressources et vision stratégique dans la réalisation du mandat. Des réseaux et coalitions de la société civile ont pris l'initiative de pallier le manque de leadership des institutions de la gouvernance mondiale (et des États) en intervenant sur des enjeux majeurs – campagne internationale pour l'abolition des mines terrestres, Protocole de Kyoto. Ils ont joué le rôle de chien de garde en s'élevant contre les négociations secrètes sur les règles régissant l'investissement étranger direct – entente multilatérale sur l'investissement. Ils ont aussi mené des campagnes de pression qui ont forcé les institutions mondiales à intervenir sur des enjeux politiques d'une importance vitale – campagne du Jubilé pour l'allègement de la dette, Commission mondiale sur les barrages.

1. Défis des institutions de la gouvernance mondiale en matière de démocratie

On reconnaît de plus en plus que les institutions actuelles de la gouvernance mondiale éprouvent des carences démocratiques sérieuses sur plusieurs plans : participation, transparence, représentation, reddition de comptes, prise de décision et efficacité.¹⁶ Plusieurs de ces institutions ne consultent à peu près pas les citoyens et ne sont soumises à aucune supervision parlementaire. On ressent donc le besoin de nouveaux mécanismes démocratiques pour garantir la reddition de comptes et l'établissement de processus participatifs officiels à l'échelle mondiale.¹⁷ Ainsi, la formule idéale de gouvernance mondiale envisagée pour 2020 par les deux tiers des leaders de la société civile est une forme plus démocratique et plus représentative de l'Organisation des Nations unies, *qui rendrait compte directement aux citoyens*, selon un sondage réalisé par Global Scan sur les diverses perspectives d'avenir.¹⁸ Il est certes important de renforcer et de démocratiser des institutions telles que les Nations unies. Mais le fait de combler les déficits démocratiques de ces institutions ne constitue que la première étape d'un processus visant à améliorer les capacités institutionnelles, leurs ressources et la pertinence de leur vision dans le but de mettre en place des processus et des institutions mondiales efficaces et démocratiques.

2. Défis des institutions de la gouvernance mondiale en matière d'action

Une autre question fondamentale est le manque de réceptivité et d'efficacité des institutions de la gouvernance mondiale en rapport avec les grandes priorités de l'heure : réduction de la pauvreté, éradication de la faim, paix et sécurité des personnes, solution des crises en santé publique (VIH/sida et SRAS), réduction du réchauffement de la planète, prévention des crises financières. Un rapport récent du Forum économique mondial et de la Brookings Institution déclare que les institutions mondiales ne réussissent pas à s'attaquer de manière adéquate aux huit problèmes les plus importants dans le monde, qu'ils touchent la sécurité, le développement économique ou l'environnement.¹⁹ Le FMI a réagi de manière tardive et inefficace à la crise financière asiatique de 1997-1998 ayant frappé la Thaïlande, la Corée

du Sud et l'Indonésie, pour toucher ensuite la Russie et le Brésil. On réclame donc maintenant une *nouvelle architecture financière internationale* (NAFI) afin de garantir que des crises économiques du genre soient traitées à l'avenir de manière adéquate et en temps opportun.²⁰ À cause de l'apathie des États devant le réchauffement de la planète, des organisations de la société civile ont pris l'initiative de préparer le Protocole de Kyoto et de faire campagne pour son adoption. Il est vital de briser cette *apathie invraisemblable* – il faut pour cela que les divers secteurs élaborent un plan stratégique conjoint et développent leur capacité d'action à l'échelle mondiale afin de mobiliser les forces de manière efficace.²¹

3. Défis des institutions de la gouvernance mondiale en matière de ressources

Les besoins sont criants et il faut manifestement augmenter les ressources pour résoudre des problèmes mondiaux d'une importance vitale. Certaines institutions mondiales comme les Nations unies souffrent pourtant d'une pénurie chronique de ressources – fonds, personnel et aide technique – qui entrave la réalisation de leur mandat. Comme le rappelle Robert Johansen :

« Il n'y a pas de mécanisme décisionnel mondial où des citoyens et des parlementaires ou congressistes de plusieurs pays pourraient se pencher sur de nouvelles mesures pour générer des fonds, et où des législateurs qui tiennent les cordons de la bourse auraient le droit légitime de les recueillir pour décider ensuite de la façon dont il convient d'utiliser ces revenus mondiaux. »²²

Reconnaissant la difficulté de renforcer les capacités de coordination, les réseaux et coalitions de la société civile ont pallié la pénurie de ressources par l'action collective : partage de l'information, supervision et campagnes de plaidoyer à l'échelle mondiale en vue de mobiliser des fonds pour s'attaquer à des problèmes majeurs : allègement de la dette, prévention du VIH/sida, aide aux victimes de catastrophes naturelles telles que le tsunami qui vient de frapper l'Asie du Sud.²³

4. Défis des institutions de la gouvernance mondiale en matière de vision

L'un des problèmes essentiels des institutions de la gouvernance mondiale est la difficulté à formuler leurs visions stratégiques et à les réaliser. Comme l'avance Robert Johansen, la combinaison « d'une absence quasi totale de gestion démocratique, la rareté des actions mondiales au-delà des beaux discours et l'insuffisance des ressources pour s'attaquer aux problèmes mondiaux » a engendré un *déficit en matière de vision*, qui se traduit par un manque viscéral de leadership et de stratégie d'action commune.²⁴ Ainsi, on laisse souvent aux technocrates et au personnel de ces institutions le soin d'interpréter les décisions et les pratiques, sans qu'ils soient soumis à une supervision véritable ou guidés par une vision plus large. On en a vu une illustration particulièrement frappante dans l'incapacité des Nations unies et autres acteurs majeurs de prévenir le génocide au Rwanda en 1994.²⁵ Alors que les changements d'orientation de missions et les mandats en expansion deviennent monnaie courante, on peut se demander si l'ensemble actuel des institutions de la gouvernance mondiale parviendra à surmonter ces nombreux défis pour obtenir enfin des

résultats positifs. Surmontant les difficultés, des leaders de la société civile mondiale ont quant à eux fait preuve d'une vision suffisante pour lancer des campagnes d'envergure mondiale couronnées de succès, qu'il s'agisse de la campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres ou de la coalition du Jubilé pour l'allègement de la dette des pays en développement.²⁶ On peut tirer des conclusions évidentes de cette analyse :

- *Qui fournira le leadership et la vision afin de mobiliser les énergies pour combler les quatre déficits qui entravent les institutions de la gouvernance mondiale?*
- *Les leaders de la société civile mondiale possèdent-ils – sur le plan individuel et collectif – les compétences démocratiques et les visions stratégiques qu'il faut pour guider ces énergies, de concert avec d'autres acteurs clés (États, sociétés transnationales, institutions de la gouvernance mondiale, etc.)?*

VI. Avenues prometteuses pour l'essor de la démocratie mondiale

Quelles sont les avenues les plus prometteuses pour l'essor de la démocratie mondiale? De quels mécanismes faut-il se doter – représentation, reddition de comptes, gouvernance réceptive – pour favoriser la redistribution du pouvoir entre institutions mondiales afin d'obtenir des résultats plus démocratiques? Quels doivent être les rôles et responsabilités des divers acteurs (institutions de la gouvernance mondiale, États, entreprises, organisations de la société civile et citoyens) pour combler le déficit démocratique dans le système actuel de gouvernance mondiale? On a maintenant tendance à retirer la responsabilité première de la gouvernance mondiale aux États pour la confier de plus en plus à un ensemble d'acteurs non étatiques. Dans un tel contexte, quelles sont les propositions proactives de la société civile mondiale pour édifier un monde gouverné de manière plus démocratique? Plus précisément, quelles sont les grandes priorités stratégiques et les principales actions conjointes susceptibles de renforcer les forces démocratiques au sein de la société civile mondiale et ailleurs, pour faire contrepoids aux formes négatives de mondialisation économique et politique qui menacent des principes fondamentaux – sécurité humaine, paix, justice, équité, viabilité écologique, diversité culturelle, démocratie à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale? Enfin, quelles visions et quelles stratégies la société civile mondiale, avec sa diversité d'intérêts et ses aspirations communes à un monde plus démocratique, propose-t-elle pour favoriser l'essor de la démocratie mondiale?

A. *Élaborer des stratégies proactives pour la société civile*

Malgré l'absence d'une définition universellement reconnue de ce concept en constante évolution, on peut dire que la *démocratie mondiale* «[se traduit en gros] par la reconnaissance de véritables droits économiques, politiques et culturels, et l'exercice d'une influence réelle de la majorité des habitants de la planète sur les institutions locales et mondiales qui affectent leur vie.»²⁷ Trois stratégies complémentaires permettront à la société civile de renforcer la démocratie mondiale. Le **Tableau 2** résume ci-dessous ces formes de participation, d'autonomisation et de gouvernance, en précisant les structures qui favorisent la démocratie, la renforcent et la développent.

1. Renforcer la participation démocratique

La participation démocratique est le processus par lequel les citoyens et les principaux acteurs participent sur le plan individuel et collectif aux activités économiques, politiques et culturelles d'un vaste éventail d'organismes, de réseaux, de mouvements et d'institutions de la gouvernance à des fins démocratiques. Cette participation s'inscrit dans un cadre démocratique plus large. Il importe de favoriser la participation citoyenne mondiale et les formes de participations inclusives favorables à l'essor de la démocratie et de ses valeurs intrinsèques de liberté, d'égalité et de justice. Précisons toutefois qu'une participation accrue n'entraînera pas forcément des décisions positives ou des résultats efficaces et durables. Il faut pour cela qu'il existe des forums et des tribunes démocratiques valables où s'exercent la consultation et la représentation; qu'aucun des intervenants n'exerce une influence indue sur les décisions de la gouvernance; et que l'on instaure un climat politique propice à la démocratie.

2. Renforcer l'autonomisation démocratique

L'autonomisation démocratique est le processus par lequel les citoyens et les principaux acteurs agissent sur leurs droits et acquièrent plus de pouvoir et d'influence économique, politique et culturelle sur les décisions qui affectent leur vie. Il est crucial, entre autres éléments, de renforcer l'égalité, de représenter les divers points de vue et les diverses collectivités, et d'amplifier la voix des citoyens lésés et privés de leurs droits. Par l'éducation citoyenne efficace, le renforcement des compétences et le plaidoyer, les citoyens et les principaux acteurs acquièrent les connaissances leur permettant de participer pleinement à l'exercice démocratique et aux débats, et de contester les décisions, politiques et pratiques d'intervenants majeurs tels que les États, les institutions mondiales et les sociétés transnationales.

3. Renforcer la gouvernance démocratique

La gouvernance démocratique se concentre sur l'élaboration de mécanismes favorisant des processus décisionnels responsables et transparents dans le cadre de structures représentatives propices à la démocratie. De manière générale, il importe d'élaborer des mécanismes de gouvernance efficaces et réceptifs qui nivellent le pouvoir et démocratisent les rapports d'autorité, fondés sur la résolution des conflits et la collaboration. Une fois de plus, il importe d'instaurer un climat politique propice où les formes de participation et les structures contribuent à l'essor de la démocratie et à son développement.

Tableau 2 : Processus et structures clés favorisant la réalisation du potentiel démocratique des institutions de la gouvernance mondiale

<p>1. Participation démocratique</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Inclusion et égalité d'accès</i> • <i>Représentation large</i> • <i>Forums de consultation valables</i>
<p>2. Autonomisation démocratique</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Égalité et représentation diversifiée : comment garantir la présence de l'ensemble des principaux acteurs et de tous les points de vue?</i> • <i>Influence : comment renforcer et amplifier la voix des principaux acteurs, notamment les groupes lésés et privés de leurs droits?</i> • <i>Connaissance et apprentissage démocratique (éducation citoyenne et renforcement des compétences)</i> • <i>Plaidoyer et mobilisation</i> • <i>Discussion et contestation (débat, assentiment, dissension)</i>
<p>3. Gouvernance démocratique</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Processus décisionnels ouverts et transparents</i> • <i>Reddition de comptes (processus et autorités)</i> • <i>Gouvernance responsable et réceptive</i> • <i>Nivellement du pouvoir et démocratisation des rapports d'autorité</i> • <i>Mécanismes de collaboration et de résolution des conflits</i>

B. Principes favorisant la légitimité démocratique de la gouvernance mondiale²⁸

Quels sont les principes à la base de la légitimité démocratique de la gouvernance mondiale? Comment définir ces principes et les équilibrer? Comment les appliquer à la création d'une architecture plus démocratique pour la gouvernance mondiale? Il n'existe pas de réponse simple ou directe à ces questions, puisqu'elles mettent en cause la légitimité fondamentale des institutions actuelles de la gouvernance mondiale, l'autorité en vertu de laquelle ces institutions créent des règles qui assurent leur prééminence, ainsi que les principes généraux qui façonnent et motivent leurs priorités, leurs processus, leurs politiques, leurs pratiques et leurs actions. Le **Tableau 3** ci-dessous illustre cinq grands aspects (principes, priorités, processus, politiques et pratiques – les 5P) à considérer pour favoriser l'essor de la démocratie mondiale.

Principes : *Quels sont les grands principes (ou valeurs) à considérer pour l'essor de la démocratie mondiale?*

- *Équité*
- *Inclusion (autonomisation)*
- *Justice (droits de la personne)*

- *Paix (sécurité des personnes)*
- *Respect de la diversité culturelle*
- *Viabilité écologique*

Priorités : *Quelles sont les grandes priorités stratégiques à considérer pour l'essor de la démocratie mondiale?*

- *Reddition de comptes*
La légitimité démocratique dépend de la mesure dans laquelle les décideurs rendent compte aux divers acteurs de leurs décisions, politiques, pratiques et interventions. Il importe de mettre en place des mesures de contrôle adéquates pour éviter que les décideurs abusent de leur rôle ou s'approprient l'institution. Ainsi, une préoccupation essentielle est de trouver le moyen d'obliger les sociétés transnationales et le capital transnational à rendre des comptes à l'intérêt public général. Sur le plan de la stratégie, la convention internationale sur la responsabilité des entreprises apparaît comme un outil utile pour surveiller la *bonne conduite* des entreprises et s'assurer du respect des normes établies.
- *Indépendance des institutions*
L'élément important ici est de préserver l'indépendance des institutions de la gouvernance mondiale en empêchant un ou plusieurs acteurs d'exercer une influence indue. Certains leaders de la société civile redoutent ainsi que les sociétés transnationales exercent plus d'influence sur le programme ou les priorités d'ensemble du Contrat mondial des Nations unies, ce qui aurait pour effet de miner l'indépendance de l'institution et sa légitimité démocratique.
- *Représentation et participation publique*
Il faut assurer une large participation publique et représenter les voix et les points de vue de tout l'éventail des acteurs. Qu'est-ce qui rend la représentation légitime? Cette question nous amène à reconsidérer les formes, les conditions et les règles actuelles de la représentation (par exemple, un État, un vote) à l'échelle mondiale. La représentation à l'échelle mondiale est-elle la chasse gardée des États? Le cas échéant, à quelles conditions des représentants des sociétés transnationales, des organisations et réseaux de la société civile, des mouvements sociaux et des collectivités ont-ils le droit de siéger à titre d'acteurs clés? Quelle démarche faut-il adopter pour briser le parti pris en faveur du Nord dans la configuration actuelle des institutions mondiales et leur système de représentation? Cet élément essentiel réaffirme la nécessité de renforcer les voix du Sud et les processus participatifs au sein de ces institutions.
- *Subsidiarité*
Il faut confier le pouvoir décisionnel à l'ordre de gouvernance le plus bas possible, afin que les gens puissent exercer leur droit à l'expression et influencer sur les décisions qui les affectent le plus.

- *Transparence*
Il faut soumettre les processus décisionnels des institutions de la gouvernance mondiale à l'examen public. Pour ce faire, on peut renforcer l'accès public à l'information et obliger les représentants à dévoiler leurs rôles et leurs intérêts.

Processus : *Quels sont les grands processus (et mécanismes) à considérer pour l'essor de la démocratie mondiale?*

- *Établissement des priorités*
Quels processus permettront aux principaux acteurs de participer à l'orientation et à l'établissement des priorités des institutions de la gouvernance mondiale?
- *Consultation*
Quels processus permettront l'expression valable et la pleine considération de tout l'éventail des voix et des points de vue à l'échelle mondiale? Cet élargissement de la consultation découle du besoin d'aller au-delà des États pour inclure l'entreprise privée et la société civile, notamment dans le cadre des processus multipartites tels que la Commission mondiale sur les barrages.
- *Discussion, débat et contestation*
Quels mécanismes permettront de discuter, de débattre, voire de contester la prise de décisions sur les priorités, processus, politiques et pratiques des institutions?
- *Assentiment (et dissension) dans le cadre de la prise de décision*
Quels mécanismes favoriseront l'atteinte d'un vaste consensus public à l'échelle mondiale? Il faut porter une attention particulière à la réforme des règles afin de permettre aux gens d'exprimer leur assentiment (ou leur dissension) dans le cadre des processus décisionnels. Ce dernier élément souligne l'importance d'établir des mécanismes de redressement efficaces, notamment au profit des groupes et collectivités défavorisés.

Tableau 3 : Aspects (5P) à considérer pour l'essor de la démocratie mondiale

<p><u>Principes</u> : <i>Quels sont les grands principes (normes ou valeurs) à considérer pour l'essor de la démocratie mondiale?</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Équité (développement équitable)• Inclusion (autonomisation)• Justice (droits de la personne)• Paix (sécurité des personnes)• Respect de la diversité culturelle• Viabilité écologique
<p><u>Priorités</u> : <i>Quelles sont les grandes priorités stratégiques à considérer pour l'essor de la démocratie mondiale?</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Représentation et participation publique larges• Reddition de comptes• Transparence• Indépendance des institutions• Subsidiarité
<p><u>Processus</u> : <i>Quels sont les grands processus (et mécanismes) à considérer pour l'essor de la démocratie mondiale?</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Établissement des priorités• Consultation• Discussion, débat et contestation• Assentiment (et dissension) dans le cadre de la prise de décision
<p><u>Politiques</u> : <i>Quels sont les tribunes politiques et les enjeux à considérer pour l'essor de la démocratie mondiale?</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Élaborer des solutions pour l'allègement de la dette• Assurer l'accès universel à l'eau (traiter des préoccupations relatives à la privatisation)• Renforcer le cadre des droits de la personne• Établir des formules fiscales redistributives (taxe Tobin, par exemple)
<p><u>Pratiques</u> : <i>Quelles sont les grandes pratiques à considérer pour l'essor de la démocratie mondiale?</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Réunions ouvertes au public• Canaux officiels et officieux pour recueillir les commentaires publics• Surveillance et vérification indépendantes des institutions• Poste d'ombudsman pour la supervision des institutions

VII. Envisager l'avenir : visions prometteuses pour l'essor de la démocratie mondiale

Quel sera le sens de la démocratie mondiale et quelle forme prendra-t-elle en 2025? Verrons-nous émerger de nouvelles formes de citoyenneté mondiale et de nouvelles solidarités qui mobiliseront les citoyens dans des mouvements sociaux pour la paix et la démocratie dans le monde? Verrons-nous la naissance d'un parlement mondial réunissant tous les peuples de la terre pour intervenir de manière efficace sur les enjeux économiques, politiques et environnementaux d'une importance vitale? Quelles visions permettront d'engendrer les formes de gouvernance démocratique les plus efficaces, réceptives et significatives à l'échelle mondiale?

D'abord et avant tout, il faut créer un système de gouvernance mondiale démocratique où aucun État et aucune superpuissance ne contrôlent ni ne dictent les priorités, et qui rend compte de ses actes à la communauté mondiale.²⁹ On voit émerger une foule de visions et de trajectoires pour l'essor de la démocratie mondiale, dont le dénominateur commun est d'aller au-delà de l'ordre mondial actuel – on ne veut pas seulement démocratiser et réformer les institutions en place, mais aussi créer des institutions de rechange plus démocratiques. Chacune suppose un ensemble distinct de stratégies pour façonner les institutions, les règles, les structures et les bases normatives de la démocratie mondiale.

Le **Tableau 4** résume ci-dessous les principaux éléments de quatre visions prometteuses pour l'essor de la démocratie mondiale – démocratie cosmopolite, démocratie délibérative, démocratie de la communauté politique et démocratie pluraliste radicale. Divers éléments et courants de ces visions de la gouvernance démocratique émergent déjà à l'échelle mondiale. Ce que l'avenir nous réserve dépendra des visions et des actions conjointes entreprises par les divers groupes de la société civile et les autres grands acteurs pour donner corps aux règles, aux institutions et aux structures de la gouvernance mondiale.

A. Le besoin de nouveaux mécanismes démocratiques et processus participatifs

Il faut impérieusement favoriser de nouveaux mécanismes démocratiques et processus participatifs à l'échelle mondiale. Le Forum social mondial est en train de créer un mouvement citoyen mondial pour la démocratie et la justice sociale qui élargit la participation populaire et favorise les discussions dans ses forums régionaux et mondiaux.³⁰ Une autre initiative prometteuse est la création de processus multipartites pour les institutions de la gouvernance mondiale, tels que la Commission sur les barrages. Ils supposent la participation de représentants des États, de la société civile et de l'entreprise privée à de vastes consultations et des processus délibératifs transparents et ouverts. Internet est considéré comme un autre espace politique démocratique pour partager l'information, promouvoir le dialogue et le débat, favoriser l'établissement de réseaux, appuyer le travail de plaidoyer et mobiliser les solidarités mondiales en vue de l'action collective.³¹ Un autre grand défi à relever est l'intégration des parlementaires des divers pays au processus décisionnel sur les enjeux mondiaux – le projet de parlement mondial, par exemple. Il reste bien des questions à résoudre quant à l'opportunité, la viabilité et le réalisme de cette idée.

Plusieurs estiment que l'instauration d'un État démocratique et responsable est une condition préalable à la démocratie et à l'adoption de politiques novatrices en matière de

développement. Certains estiment que l'État joue un rôle crucial pour soumettre la mondialisation aux règles de l'éthique, et ce, sur deux plans : (1) démocratisation des processus décisionnels des grandes institutions mondiales (FMI, Banque mondiale, OMC); et (2) démocratisation de l'économie mondiale, en favorisant le commerce équitable plutôt que la libéralisation du commerce, par exemple.

TABLEAU 4 : PRINCIPALES VISIONS DE LA DÉMOCRATIE MONDIALE

Vision	Principaux éléments	Principaux tenants
<i>Démocratie cosmopolite</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Axée sur une série d'institutions de plusieurs ordres qui décident des grands enjeux mondiaux (économie, politique et sécurité). • Suppose l'adoption d'un cadre démocratique constitutionnel et juridique, par un réseau complexe de mécanismes et procédures à volets multiples. • La citoyenneté mondiale s'exerce dans un cadre démocratique, de haut en bas. 	Archibugi et Held (1995), Archibugi, Held, et Kohler (1998), Held et McGrew (2002), Archibugi (2003), Held (2003, 2004), Held et Koenig-Archibugi (2003)
<i>Démocratie délibérative</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Axée sur le développement d'une série d'espaces publics où l'on débattrait concrètement des besoins réels des gens par la participation démocratique directe. • La démocratie mondiale s'exerce de manière décentralisée, de bas en haut. 	Dryzek (1990, 2000), Drydyk et Penz (1997), Bohman (1999), Fung et Wright (2002), Sen (2003)
<i>Démocratie de la communauté politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Axée sur la conception et la modification des régimes actuels de gouvernance mondiale pour accroître la participation populaire et intégrer des normes de transparence – cette communauté politique commune constitue la base de l'autorité démocratique mondiale. • La démocratie mondiale s'exerce à la fois de haut en bas et de bas en haut. 	Samhat et Payne (2003), Etzioni (2004), Payne et Samhat (2004)
<i>Démocratie pluraliste radicale</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Axée sur des visions pluralistes de la gouvernance mondiale fondées sur la subsidiarité – le processus décisionnel s'exerce au niveau le plus bas possible. • Vise à multiplier les acteurs et les lieux du pouvoir pour bâtir une infrastructure à volets multiples où la gouvernance démocratique s'exerce du local vers le mondial. 	Loomis (1999), Dallmayr (2001), Patomaki (2001, 2003), Rikkila et Sehm Patomaki (2001, 2003), Patomaki, Teivainen et Ronkko (2002), Bello (2003), Chase-Dunn et Boswell (2004), Patomaki et Teivainen 2004

A. Démocratisation des grandes institutions de la gouvernance mondiale

Quels sont les lieux du pouvoir et les institutions de la gouvernance mondiale où la société civile peut le mieux servir l'essor de la démocratie mondiale? Le **Tableau 5** ci-dessous évalue le potentiel démocratique des grandes institutions de la gouvernance mondiale en fonction de trois objectifs : améliorer la participation, l'autonomisation et la gouvernance démocratiques. On examine d'abord les approches permettant à la société civile mondiale d'exercer un *impact direct*, soit les lieux et institutions où elle peut exercer une influence démocratique significative sur une grande institution de la gouvernance mondiale, comme le Forum social mondial et les forums sociaux régionaux; les projets parlementaires; et le Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations unies. Le **Tableau 5** présente aussi les institutions où la société civile mondiale peut exercer un *impact indirect* dans le cadre d'une collaboration intersectorielle en vue d'exercer une influence démocratique sur les grandes institutions mondiales. Cette stratégie suppose que la société civile mondiale travaille de concert avec d'autres grands acteurs – citoyens, institutions mondiales, États, sociétés transnationales et médias. Il est ici question des Nations unies ainsi que d'institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). S'y ajoutent les projets de G20 et de L20 en vue d'établir un appareil plus démocratique et efficace que le G8 au niveau des chefs d'État en élargissant la représentation pour inclure les pays aux marchés en émergence dans le monde en développement.³²

VIII. Propositions pour l'essor de la démocratie mondiale

- *Quels sont les grandes institutions et les règles nécessaires à l'essor de la démocratie mondiale?*
- *De quelle façon ces institutions et ces règles améliorent-elles la participation, l'autonomisation et la gouvernance démocratiques à l'échelle mondiale?*
- *Quelles sont les avenues les plus prometteuses pour réformer et démocratiser les institutions mondiales actuelles et en créer de nouvelles, démocratiques?*
- *Quelle démarche faut-il adopter pour que la démocratie mondiale favorise la participation et les processus démocratiques à plusieurs niveaux (local, national, mondial) afin d'assurer une gouvernance réceptive?*

Ces questions globales sont axées sur l'élaboration de visions prometteuses pour démocratiser la gouvernance mondiale et l'évaluation des exigences requises pour actualiser ces visions par l'entremise de quatre démarches institutionnelles à la fois distinctes et mutuellement profitables. Il s'agit de l'autonomisation d'une société civile mondiale démocratique, l'actualisation du potentiel démocratique des projets parlementaires et l'établissement de liens démocratiques à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale. Ces démarches contribuent ensemble à la démocratisation des institutions et des règles de l'économie mondiale et de la gouvernance mondiale. On propose une liste initiale – qui reste à compléter – de stratégies prometteuses en vue d'améliorer la participation, l'autonomisation et la gouvernance démocratiques.

TABLEAU 5 : Évaluation du potentiel démocratique des grandes institutions de la gouvernance mondiale

Institution	Participation démocratique	Autonomisation démocratique	Gouvernance démocratique
Impact direct			
<i>Forum social mondial</i>	Acteurs de la société civile locale, nationale et mondiale ++	Acteurs de la société civile locale, nationale et mondiale + (+)	Acteurs de la société civile locale, nationale et mondiale - ?
<i>Parlement mondial</i>	<i>Parlementaires + ?</i> <i>Citoyens du monde + ?</i> <i>Acteurs de la société civile + ?</i>	<i>Parlementaires + ?</i> <i>Citoyens du monde + ?</i> <i>Acteurs de la société civile + ?</i>	<i>Parlementaires + ?</i> <i>Citoyens du monde + ?</i> <i>Acteurs de la société civile + ?</i>
<i>ECOSOC</i>	États et société civile ++	États et société civile + ?	États et société civile + -
Impact indirect			
<i>Nations unies</i>	Limité aux États membres Conseil de sécurité - - Assemblée générale + - <i>Assemblée du peuple + ?</i> <i>Forum de la société civile ++</i>	Conseil de sécurité - - Assemblée générale + ? <i>Assemblée du peuple ++</i> <i>Forum de la société civile ++</i>	Conseil de sécurité - - Assemblée générale + - <i>Assemblée du peuple + ?</i> <i>Forum de la société civile + ?</i>
<i>Banque mondiale</i>	Limité aux États membres Un pays, un vote + -	Parti-pris favorable à une poignée d'États clés Un pays, un vote - -	Parti-pris favorable à une poignée d'États clés Un pays, un vote - -
<i>Fonds monétaire international</i>	Limité aux États membres Quotas de vote - -	Parti-pris favorable à une poignée d'États clés Quotas de vote + -	Parti-pris favorable à une poignée d'États clés Quotas de vote - -
<i>Organisation mondiale du commerce</i>	États membres et acteurs civiques Un pays, un vote + -	États membres et acteurs civiques Un pays, un vote + -	États membres et acteurs civiques Un pays, un vote + -
<i>G-20/L-20</i>	États au marché émergent + -	États au marché émergent + ?	États au marché émergent + ?

Code : *Potentiel positif élevé : ++; Potentiel mixte: + - ; Potentiel négatif élevé : - -; Potentiel incertain : ?*

A. Autonomisation d'une société civile mondiale démocratique : Forum social mondial et autres projets de la société civile

□ Renforcer la capacité démocratique de la société civile mondiale

- Renforcer la légitimité démocratique des organisations et réseaux de la société civile par des processus décisionnels responsables, transparents et ouverts.³³
- Renforcer et diversifier les voix des citoyens qui participent à la société civile et qui la représentent.
- Élaborer des mécanismes participatifs favorisant le dialogue interculturel pour enrichir et améliorer l'apprentissage, les processus et pratiques démocratiques.³⁴
- Aider les divers acteurs des organisations de la société civile (syndicats, ONG, réseaux et mouvements sociaux) à mieux concevoir et à mieux saisir les aspects stratégiques de leur rôle démocratique dans divers domaines (éducation citoyenne, débats publics, surveillance, lobbying); leur donner les moyens de collaborer de manière plus efficace en vue d'influer sur les priorités, processus et politiques démocratiques ainsi que les pratiques des États, des appareils régionaux, des sociétés transnationales et des institutions de la gouvernance mondiale.³⁵
- Renforcer et élargir au sein de la société civile le partage d'information, l'établissement de réseaux et le plaidoyer, en s'appuyant sur le vaste éventail de technologies de l'information et des communications (les TIC).³⁶
- Consolider la capacité de plaidoyer des organisations de la société civile en créant de vastes réseaux, coalitions et mouvements sociaux démocratiques favorables à une mobilisation de la base – citoyens et autres grands acteurs – autour d'enjeux mondiaux d'importance cruciale (allègement de la dette, paix, etc.).³⁷

□ Appuyer les stratégies institutionnelles alternatives de la société civile mondiale

- Renforcer le Forum social mondial en tant que mécanisme favorisant le savoir, l'apprentissage, la formation et l'action stratégique démocratiques chez les citoyens, les réseaux et organisations de la société civile et les mouvements sociaux; élargir

ses processus démocratiques en vue d'accroître la participation citoyenne et les discussions à l'échelle régionale, nationale et locale.³⁸

- Créer un mécanisme de redistribution fiscale à l'échelle mondiale (taxe sur les transactions de devises, taxe Tobin, etc.) pour financer les priorités mondiales.³⁹
- Renforcer l'innovation et l'apprentissage démocratique parmi les organisations de la société civile en créant une série d'institutions (Convention internationale sur la diversité culturelle) et de processus (Forums sociaux) parallèles qui améliorent la participation, l'autonomisation et la gouvernance démocratiques.

B. Démocratisation de l'économie et de la gouvernance mondiales : repenser le rôle des institutions multilatérales, les règles et les grands acteurs

□ Promouvoir la réglementation démocratique de l'économie mondiale

- Réglementer les marchés mondiaux pour accroître le contrôle démocratique et la stabilité financière.⁴⁰
- Renforcer la responsabilité sociale des entreprises en élaborant un code de conduite pour régir les pratiques des sociétés transnationales en matière d'environnement, de travail et sur le plan social.⁴¹
- Réformer le Contrat mondial des Nations unies en vue d'assurer une participation, une représentation et des débats efficaces englobant l'ensemble des secteurs.⁴²
- Établir des formules fiscales redistributives efficaces à l'échelle mondiale.⁴³
- Créer des mécanismes antitrust d'envergure mondiale pour protéger le commerce et les échanges contre les restrictions illégales et les monopoles, et contrer les pratiques injustes des sociétés transnationales.⁴⁴

□ Favoriser le développement équitable à caractère durable

- Éliminer la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et utiliser les fonds ainsi économisés pour financer des programmes sur les besoins essentiels (éducation, santé et nutrition) des groupes les plus vulnérables de ces pays.⁴⁵
- Réformer les institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) en les forçant à rendre compte à un plus vaste public.⁴⁶
Quelques stratégies à considérer : intégrer à ces institutions des représentants de la société civile et des parlementaires des

divers pays; assurer l'accès à l'information; promouvoir les processus décisionnels ouverts et transparents; favoriser une représentation plus large des pays en développement et des acteurs non étatiques; modifier la répartition du pouvoir de ces institutions en renforçant le droit de vote des pays en développement.⁴⁷

- Renforcer la capacité des pays en développement de négocier l'équité du commerce au sein de l'OMC.⁴⁸
- Renforcer les mécanismes de consultation et d'échange entre la société civile, le FMI, la Banque mondiale et l'OMC.⁴⁹
- Créer un Conseil de sécurité économique et sociale pour coordonner des politiques et des programmes mondiaux en vue du développement équitable et de l'éradication de la pauvreté.⁵⁰
- Mobiliser les ressources et garantir l'engagement politique des institutions multilatérales, des États et des organisations de la société civile envers l'atteinte (et le dépassement) d'ici 2015 des Objectifs du millénaire pour le développement en ce qui a trait à la réduction de la pauvreté et la nutrition, l'éducation pour tous, l'égalité entre les sexes, la mortalité infantile, la santé maternelle, la prévention des maladies et la viabilité environnementale.⁵¹
- Créer une institution environnementale mondiale dotée du mandat et de l'autorité requis pour protéger le patrimoine collectif mondial.⁵²

□ Favoriser une réforme démocratique de la gouvernance mondiale

- Réaffirmer le système des Nations unies : (a) modifier la structure du Conseil de sécurité, sa taille et sa représentation; (b) renforcer le rôle de l'Assemblée générale et sa composition; et (c) créer une Assemblée du peuple.⁵³
- Renforcer le rôle des Nations unies et son autorité sur le FMI, la Banque mondiale et l'OMC en rapport avec le développement mondial ainsi que les priorités et politiques en matière d'économie et de commerce.⁵⁴
- Développer des instruments de leadership plus démocratiques que le G8, tels que les initiatives du G20 et du L20, avec une représentation plus large incluant les pays au marché émergent du monde en développement.⁵⁵
- Établir des critères et mobiliser les forces pour soutenir des processus de sélection démocratiques dans le choix des dirigeants du FMI et de la Banque mondiale.⁵⁶
- Élaborer des critères et mécanismes afin d'assurer l'équité des négociations entre acteurs étatiques et non étatiques au sein des grandes institutions mondiales.⁵⁷
- Tisser des réseaux et processus démocratiques multipartites pour traiter des enjeux mondiaux pressants (Commission mondiale sur les barrages, accès à l'eau, etc.).⁵⁸

- Mettre sur pied un mécanisme permanent (qui ne se limite pas à la consultation) permettant d'élargir le dialogue et favoriser un échange fructueux entre les Nations unies et la société civile afin d'accroître la collaboration et les partenariats.⁵⁹ L'une des propositions est la création d'un Forum de la société civile réunissant ONG, syndicats et associations d'entreprises.⁶⁰

□ *Promouvoir la paix et la sécurité des personnes par l'entremise d'institutions mondiales et régionales*

- Renforcer les principes et procédures du Conseil de sécurité des Nations unies en ce qui a trait au *recours à la force*.⁶¹
- Renforcer les mesures relatives à la non-prolifération des armes et au désarmement, ainsi qu'à la réglementation du commerce des armes.⁶²
- Faire pression sur les États ne l'ayant pas encore signé afin qu'ils ratifient le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.⁶³
- Établir une force permanente de maintien de la paix et une Commission des Nations unies pour l'édification de la paix.⁶⁴
- Améliorer le système d'alerte rapide à l'échelle régionale et mondiale en vue de prévenir les crises humanitaires majeures.⁶⁵
- Obliger les grandes institutions mondiales à réaliser « des études pour évaluer l'impact de toutes les mesures de développement mondial sur la sécurité, l'exclusion sociale et l'équité ». ⁶⁶

Renforcer le droit international et les droits de la personne

- Habilitier le Conseil de sécurité des Nations unies à référer les cas majeurs de violation des droits de la personne à la Cour pénale internationale (CPI).⁶⁷
- Soumettre les membres de la Commission des droits de l'homme des Nations unies à des normes relatives à la démocratie et aux droits de la personne.⁶⁸
- Réaffirmer la primauté de la Déclaration universelle des droits de l'homme et sa préséance *sur tout autre accord, régime ou traité s'appliquant à l'économie, au commerce et à tout domaine lié au développement*.⁶⁹
- Renforcer la capacité des Nations unies de protéger *les droits démocratiques de toutes les personnes*, notamment les femmes, les groupes minoritaires, les peuples autochtones, ainsi que les groupes religieux et culturels.
- Élargir la compétence de la Cour pénale internationale (CPI) et de la Cour internationale de justice (CIJ).⁷⁰
- Renforcer le droit relatif aux droits de la personne dans les cours régionales.⁷¹

C. Actualiser le potentiel démocratique des projets parlementaires : perspectives nationales, régionales et mondiales

Établir le rôle de supervision des parlements nationaux

- Mettre en vigueur et appliquer des lois exigeant que les parlements nationaux des pays en développement prennent part aux processus de participation, de révision, de débat public et de ratification des orientations économiques préconisées et des accords de prêts des institutions financières internationales et des banques régionales de développement.⁷²

Renforcer la supervision parlementaire des institutions mondiales et régionales

- Améliorer la supervision parlementaire des priorités et politiques économiques ainsi que des pratiques d'octroi des prêts des institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) et des banques régionales de développement.⁷³
- Créer un appareil parlementaire permettant à un vaste éventail de pays en développement et d'autres acteurs de participer à la supervision de l'établissement des règles de l'OMC.⁷⁴

❑ *Appuyer le développement des projets de parlement mondial et de cyberparlement*

- Bâtir les assises politiques permettant la création d'un parlement mondial démocratiquement élu pour représenter tous les peuples de la terre.⁷⁵
- Renforcer les capacités organisationnelles, procédurales et techniques en gestation en vue de créer un cyberparlement fondé sur les communications électroniques. Le cyberparlement vise à établir un forum mondial qui relierait les membres des parlements et congrès pour leur permettre d'échanger information et points de vue sur les enjeux mondiaux importants.⁷⁶

D. Tisser des liens démocratiques à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale : possibilités stratégiques pour une gouvernance démocratique réceptive

❑ *Favoriser les projets qui soutiennent la gouvernance démocratique et la renforcent*

- Adopter des lois sur la liberté d'information à l'échelle locale et nationale pour promouvoir la transparence et la reddition de comptes dans le secteur public, et pour renforcer les mécanismes favorisant la gouvernance réceptive. La société civile peut appuyer ces efforts par la formation, les campagnes et le plaidoyer.
- Améliorer la gouvernance démocratique par l'entremise d'institutions et de traités régionaux reconnaissant les droits de la personne, le développement durable, la diversité culturelle et les droits des autochtones (par exemple, la Charte de l'Organisation des États américains).
- Accroître la transparence et la reddition de comptes de la part des banques régionales de développement.
- Créer des formes efficaces de gouvernance démocratique régionale (l'Union européenne, par exemple).
- Élargir les espaces et les possibilités de participation démocratique et de débats citoyens au sein de la gouvernance locale et nationale.
- Affermir et (re) dynamiser les droits, les cultures et les identités des peuples, y compris ceux des peuples autochtones et des groupes marginalisés, dans les processus démocratiques locaux et nationaux.
- Renforcer les mécanismes démocratiques de reddition de comptes et de prise de décision entre mouvements citoyens de la base au sein de la société civile mondiale.

E. Veiller à ce que les institutions mondiales favorisent l'atteinte des objectifs de la société civile

Quel est le lien entre ces approches pour l'essor de la démocratie mondiale (améliorer la participation, l'autonomisation et la gouvernance démocratiques) et les six volets de la conférence présentés ci-dessous? Le **Tableau 6** évalue le potentiel démocratique des grandes institutions mondiales en vue de favoriser l'atteinte des six objectifs de la société civile (soit les six principaux volets de G05) pour l'essor de la démocratie mondiale. Il faut dégager un consensus sur ce qu'il convient de faire en priorité pour atteindre les principaux objectifs de la société civile, et déterminer les stratégies, pratiques et processus novateurs favorables à l'essor de la démocratie mondiale.

Volets de la conférence Démocratie mondiale 2005

- Volet 1 : Intervention de la société civile : priorités territoriales en mutation?*
- Volet 2 : Traités internationaux, droit international : une hiérarchie des valeurs?*
- Volet 3 : La sécurité mondiale : une menace pour la démocratie?*
- Volet 4 : La participation de la société civile : possibilités et responsabilités*
- Volet 5 : Comment réguler l'économie mondiale de manière démocratique?*
- Volet 6 : Maintenir la diversité culturelle dans une solidarité mondiale?*

Cette analyse démontre clairement que certaines institutions offrent plus de potentiel que les autres en vue de l'atteinte de ces six objectifs de la société civile. Quelles institutions faut-il combiner pour traiter adéquatement de ces objectifs et les atteindre? Quelles réformes précises faut-il réaliser pour que les institutions en place atteignent ces objectifs? Ces objectifs supposent-ils la création de nouvelles institutions démocratiques? Il est important d'établir des liens et des synergies en vue d'une action commune dans chaque volet, et entre volets et objectifs. Cette analyse met en lumière les nombreux facteurs qui affectent les perspectives globales de l'essor de la démocratie mondiale.

Tableau 6: Évaluation du potentiel démocratique des grandes institutions mondiales dans l'atteinte de six objectifs de la société civile

Institution de la gouvernance mondiale	Volet 1: Améliorer la gouvernance démocratique à l'échelle locale et régionale?	Volet 2: Améliorer et soutenir les valeurs démocratiques dans les lois et traités?	Volet 3: Améliorer la sécurité mondiale?	Volet 4: Améliorer la participation et l'autonomisation de la société civile?	Volet 5: Améliorer la réglementation démocratique de l'économie mondiale?	Volet 6: Préserver la diversité culturelle et la soutenir?
Impact direct						
<i>Forum social mondial</i>	++	+ ?	- ?	++	- ?	++
<i>Parlement mondial</i>	+ ?	+ ?	+ ?	+ ?	+ ?	+ / -
<i>ECOSOC</i>	+ ?	++	+ ?	+ ?	+ ?	+ ?
Impact indirect						
<i>Nations unies</i>	+ -	+ ?	+ ?	+ -	+ -	+ -
<i>Banque mondiale</i>	- ?	+ -	- ?	+ -	+ -	- ?
<i>Fonds monétaire international</i>	- ?	- ?	- ?	--	+ -	--
<i>Organisation mondiale du commerce</i>	- ?	- ?	- ?	--	+ -	--
<i>G-20/L-20</i>	+ ?	+ ?	+ ?	- ?	+ ?	- ?

Code : *Potentiel positif élevé ++; Potentiel mixte + - ; Potentiel négatif élevé - -; Potentiel incertain ?*

IX. Conclusion

Le défi du XX^e siècle consiste à revitaliser et réinventer la participation, l'autonomisation et la gouvernance démocratiques par des mesures significatives qui favoriseront véritablement l'essor de la démocratie mondiale. Ces luttes quotidiennes et ces visions d'avenir présentent des points de vue utiles pour améliorer la participation démocratique et combler les carences des institutions mondiales. Nous formulons le souhait que la société civile mondiale, avec sa diversité d'intérêts et ses aspirations communes à un monde plus juste et plus démocratique, puisse instaurer, de concert avec d'autres acteurs, un avenir démocratique à l'échelle mondiale.

Ce document de politiques est le fruit du projet Democratic Approaches to Global Governance (DAGG) du groupe Democracy Collaborative de l'Université du Maryland, qui tient à remercier la Ford Foundation de son précieux soutien.

James V. Riker est directeur adjoint du groupe Democracy Collaborative de l'Université du Maryland où il dirige le projet Democratic Approaches to Global Governance (DAGG). Il joue aussi le rôle de partenaire-collaborateur au sein du comité du programme de la conférence Démocratie mondiale 2005 (G05) du Forum international de Montréal.

REFERENCES

Adaba, Gemma, Aldo Caliari, John Foster, Eva Hanfstaengl, and Frank Schroeder. (2003) *A Political Agenda for the Reform of Global Governance: A Background Policy Paper*. Prepared for the Expert Meeting on "A Political Agenda for the Reform of Global Governance," Friedrich Ebert Foundation and IFG Global Governance Working Group, July 21-22, 2003, New York.

Ahtisaari, Martti. (2001). Building Global Democracy. In: Leena Rikkila and Katarina Sehm Patomaki, eds., *Democracy and Globalization: Promoting a North-South Dialogue*. Helsinki, Finland: Network Institute for Global Democratization, pp. 108-115.

Aksu, Esref, and Joseph A. Camilleri, eds. (2002). *Democratizing Global Governance*. New York: Palgrave.

Alliance 21.(2003). Proposal for a World Parliament for the Twenty-First Century: An International Internet-based Public Debate. October 2002-April 2003. Available at: <http://www.alliance21.org/forums/info/world-parl>

Amato, Giulano (2003). The G8 and the Demand for Global Democracy. *Aspenia* 17, Aspen Institute Italia.

Annan, Kofi. (2005). "In Larger Freedom": Decision Time at the UN. *Foreign Affairs*, 84(3): 63-74, May/June.

Anonymous. (2003). The Crisis in Global Governance: Challenges for the United Nations and Global Civil Society. *Transnational Associations*, 4:212-227.

Archibugi, Daniele, ed. (2003). *Debating Cosmopolitics*. New York: Verso.

Archibugi, Daniele, Sveva Balduni, and Marco Donati. (2000). The United Nations as an Agency of Global Democracy. In: Barry Holden, ed., *Global Democracy: Key Debates*. New York: Routledge, pp. 125-142.

Archibugi, Daniele, and David Held, eds. (1995). *Cosmopolitan Democracy: An Agenda for a New World Order*. Oxford, UK: Polity Press.

Archibugi, Daniele, David Held, and Martin Kohler, eds. (1998). *Re-Imagining Political Community: Studies in Cosmopolitan Democracy*. Stanford, CA: Stanford University Press.

Bacchus, James. (2004). A Few Thoughts on Legitimacy, Democracy, and the WTO. *Journal of International Economic Law*, 7(3): 667-673.

Barnett, Michael. (2002). *Eyewitness to a Genocide: The United Nations and Rwanda*. Ithaca, NY: Cornell University Press.

Barnett, Michael, and Raymond Duvall, eds. (2005). *Power in Global Governance*. New York: Cambridge University Press.

Bello, Walden. (2001). *The Future in the Balance: Essays on Globalization and Resistance*. Oakland, CA: Food First and Focus on the Global South.

Bello, Walden. (2003). The International Architecture of Power: International Organizations and the Architecture of World Power. In: William F. Fisher, and Thomas Ponniah, eds., *Another World Is Possible: Popular Alternatives to Globalization at the World Social Forum*. New York: Zed Books, pp. 285-289.

Boutros-Ghali, Boutros. (2000). An Agenda for Democratization: Democratization at the International Level. In: Barry Holden, ed., *Global Democracy: Key Debates*. New York: Routledge, pp. 105-124.

Boutros-Ghali, Boutros. (2004). Democratise Globalization before Globalisation Denatures Democracy. *International Herald Tribune*, January 30.

Broad, Robin, ed. (2003). *Global Backlash: Citizen Initiatives for a Just World Economy*. Lanham, MD: Rowan & Littlefield.

Bruhl, Tanja, and Volker Rittberger. (2001). From International to Global Governance: Actors, Collective Decision-Making, and the United Nations in the Twenty-First Century. In: Volker Rittberger, ed., *Global Governance and the United Nations System*. Tokyo, Japan: United Nations University Press, pp. 1-47.

Caliari, Aldo, and Frank Schroeder. (2003). *Reform Proposals for the Governance Structures of the International Financial Institutions*. A New Rules for Global Finance Briefing Paper. Washington, DC. Available at: www.new_rules.org

Camilleri, Joseph A. (2002). Major Structural Reform. In: Esref Aksu and Joseph A. Camilleri, eds., *Democratizing Global Governance*. New York: Palgrave, pp. 255-271.

Carin, Barry, and Gordon Smith. (2004) Making Change Happen at the Global Level. Paper prepared for the Meeting on "The G20 at Leaders Level?" Ottawa: IDRC & Centre for Global Studies, February 29.

Carnegie Council on Ethics and International Affairs. (2004). *Multilateral Strategies to Promote Democracy: Inaugural Panel of the Empire and Democracy Project*. New York: Carnegie Council.

Cavanagh, John et al. (2003). *Alternatives to Economic Globalization*. San Francisco, CA: International Forum on Globalization.

- Charnovitz, Steve. (2004). The WTO and Cosmopolitics. *Journal of International Economic Law*, 7(3): 675-682.
- Chase-Dunn, Christopher, and Terry Boswell. (2004). Transnational Social Movements and Democratic Socialist Parties in the Semi-periphery. Paper presented at the International Studies Association (ISA) Annual Conference, March 17-20, 2004, Montreal, Canada.
- Clark, Dana, Jonathan Fox, and Kay Treakle, eds. (2003). *Demanding Accountability: Civil-Society Claims and the World Bank Inspection Panel*. Lanham, MD Rowman & Littlefield Publishers, Inc.
- Clark, John D., ed. (2003). *Globalizing Civic Engagement: Civil Society and Transnational Action*. London: Earthscan.
- Clark, John D. (2003). *Worlds Apart: Civil Society and the Battle of Ethical Globalization*. Bloomfield, CT: Kumarian Press.
- Cochran, Molly. (2002). A Democratic Critique of Cosmopolitan Democracy: Pragmatism from the Bottom-Up. *European Journal of International Relations*, 8: 517-548.
- Cooper, Andrew F., John English, and Ramesh Thakur, eds. (2002). *Enhancing Global Governance: Towards a New Diplomacy?* New York: United Nations University Press.
- Dallmayr, Fred. R. (2001). *Achieving Our World: Toward a Global & Plural Democracy*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield.
- Dawkins, Kristin. (2003). *Global Governance: The Battle over Planetary Power*. New York: Seven Stories Press.
- Donnelly, Elizabeth A. (2002). Proclaiming Jubilee: The Debt and Structural Adjustment Network. In: Sanjeev Khagram, James V. Riker, and Kathryn Sikkink, eds., *Restructuring World Politics: Transnational Social Movements, Networks, and Norms*. Minneapolis, MN: University of Minnesota Press, pp. 155-180.
- Dubash, Navroz K., Mairi Dupar, Smithu Kothari, and Tundu Lissu. (2002). *A Watershed in Global Governance? An Independent Assessment of the World Commission on Dams*. Washington, DC: World Resources Institute (WRI).
- Drake, William J. (2004). "Defining ICT Global Governance." Memo #1 for the Social Science Research Council's Network on IT and Governance. Geneva, Switzerland: International Centre for Trade and International Development.
- Drydyk, Jay, and Peter Penz, eds. (1997). *Global Justice, Global Democracy*. Halifax, Nova Scotia: Fernwood.
- Dryzek, John S. (1991). *Discursive Democracy: Politics, Policy and Political Science*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Dryzek, John S. (2000). *Deliberative Democracy and Beyond: Liberals, Critics, Contestations*. New York: Oxford University Press.
- Edwards, Michael. (2004). *Civil Society*. Malden, MA: Polity Press.
- Edwards, Michael, and John Gaventa, eds. (2001). *Global Citizen Action*. Boulder, CO: Lynne Rienner.
- Esty, Daniel C. (1998). NGOs at the World Trade Organization: Cooperation, Competition or Exclusion. *Journal of International Economic Law*, 1(1), March.

- Esty, Daniel C. (2000). We the People: Civil Society and the World Trade Organization. In: Marco Bronckers and Reinhard Quick, eds., *New Directions in International Economic Law*. London: Kluwer Law International.
- Esty, Daniel C. (2002). The World Trade Organization's Legitimacy Crisis. *World Trade Review*, 1(1).
- Esty, Daniel C., and Maria Ivanova, eds. (2002). *Global Environmental Governance: Options and Opportunities*. New Haven, CT: Yale School of Forestry and Environmental Studies.
- Esty, Daniel C., and Maria Ivanova. (2003). Toward a Global Environmental Mechanism. In: James Gustave Speth, ed., *Worlds Apart: Globalization and the Environment*. Washington, DC: Island Press.
- Etzioni. Amitai. (2004). *From Empire to Community: A New Approach to International Relations*. New York: Palgrave.
- Falk, Richard. (2000). Global Civil Society and the Democratic Prospect. In: Barry Holden, ed., *Global Democracy: Key Debates*. New York: Routledge, pp. 162-178.
- Falk, Richard, and Andrew Strauss. (2000). On the Creation of a Global Peoples' Assembly: Legitimacy and the Power of Popular Sovereignty. *Stanford Journal of International Law*, 36(191).
- Falk, Richard, and Andrew Strauss. (2001). Bridging the Globalization Gap: Toward a World Parliament. *Foreign Affairs*, 80(1): 212-220, January-February.
- Falk, Richard, and Andrew Strauss. (2003). Toward a Global Parliament. *The Nation*, Vol 277(8), September 22
- Fierlbeck, Katherine. (1998). *Globalizing Democracy: Power, Legitimacy and the Interpretation of Democratic Ideas*. New York: Manchester University Press.
- Fisher, William F. and Thomas Ponniah, eds. (2003). *Another World Is Possible: Popular Alternatives to Globalization at the World Social Forum*. New York: Zed Books.
- Florini, Ann. (2003). *The Coming Democracy: New Rules for Running a New World*. Washington, DC: Island Press.
- Fox, Jonathan and L. David Brown, eds. (1998). *The Struggle for Accountability*. Cambridge, MA: MIT Press.
- GlobeScan Inc. (2004). *What NGO Leaders Want for the Year 2020: NGO Leaders' Views on Globalization, Governance, and Sustainability*. Report of the Second Survey of the 2020 Global Stakeholder Panel. March. Available at: www.2020Fund.org
- GlobeScan Inc. (2005). *What Global Leaders Want: Report of the Third Survey of the 2020 Global Stakeholder Panel*. February. Available at: www.2020Fund.org
- Goodhart, Michael. (2005). Civil Society and the Problem of Global Democracy. *Democratization*, 12(1): 1-21, February.
- Gould, Carol C. (2004). *Globalizing Democracy and Human Rights*. New York: Cambridge University Press.
- Griesgraber, Jo Marie and Bernhard G. Gunter, eds. (1996). *The World's Monetary System: Toward Stability and Sustainability in the Twentieth-First Century*. Chicago, IL: Pluto Press with the Center for Concern, Washington, DC.

Grzybowski, Candido. (2001). Another Globalization Is Possible. In: Leena Rikkila and Katarina Sehm Patomaki, eds. *Democracy and Globalization: Promoting a North-South Dialogue*. Helsinki, Finland: Network Institute for Global Democratization, pp. 83-96.

Gunter, Bernhard G. (1996). Reforming the International Monetary System – Towards a World Central Bank: A Summary of Proposals and Fallacies. In: Jo Marie Griesgraber and Bernhard G. Gunter, eds., *The World's Monetary System: Toward Stability and Sustainability in the Twentieth-First Century*. Chicago, IL: Pluto Press with the Center for Concern, Washington, DC, pp. 115-135.

Hajnal, Peter I., ed. (2002a). *Civil Society in the Information Age*. Burlington, VT: Ashgate.

Hajnal, Peter I. (2002b). Partners or Adversaries? The G7/8 Encounters Civil Society. In: John J. Kirton and Junichi Takase, eds., *New Directions in Global Political Governance: The G8 and International Order in the Twentieth-First Century*. Burlington, VT: Ashgate, pp. 209-222.

Held, David. (2003). Cosmopolitanism: Globalisation Tamed? *Review of International Studies*, 29: 465-480.

Held, David. (2004a). Democratic Accountability and Political Effectiveness from a Cosmopolitan Perspective. *Government and Opposition*, pp. 364-391, March.

Held, David. (2004b). *Global Covenant: The Social Democratic Alternative to the Washington Consensus*. Malden, MA: Polity Press.

Held, David, and Anthony McGrew, eds. (2002). *Governing Globalization: Power, Authority and Global Governance*. Oxford, UK: Polity Press.

Held, David, and Mathias Koenig-Archibugi. Eds. (2003). *Taming Globalization: Frontiers of Governance*. Oxford, UK: Polity Press.

Hemispheric Social Alliance. (2002). *Competing Visions for the Hemisphere: The Official FTAA Draft Versus Alternatives for the Americas*. January. Available at: www.asc-hsa.org

Holden, Barry, ed. (2000). *Global Democracy: Key Debates*. New York: Routledge.

International Labour Organization. (2004). *A Fair Globalization: Creating Opportunities for All*. Geneva: World Commission on Social Dimensions of Globalization.

Johansen, Robert C. (2003). Establishing an E-Parliament to Democratize Globalization: More than a Virtual Reality. Paper prepared for the International Studies Association Annual Conference, Portland, OR, March 1.

Kapur, Devesh, and Moisés Naim. (2005). The IMF and Democratic Governance. *Journal of Democracy*, 16(1): 89-102, January.

Keck, Margaret and Kathryn Sikkink. (1998). *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. Ithaca, NY: Cornell University Press.

Khagram, Sanjeev. (2004). *Dams and Development: Transnational Struggles for Water and Power*. Ithaca, NY: Cornell University Press.

Khagram, Sanjeev, James V. Riker, and Kathryn Sikkink, eds. (2002). *Restructuring World Politics: Transnational Social Movements, Networks, and Norms*. Minneapolis, MN: University of Minnesota Press.

Kirton, John J., and Junichi Takase, eds. (2002). *New Directions in Global Political Governance: The G8 and International Order in the Twentieth-First Century*. Burlington, VT: Ashgate.

Klein, Hans. (2001). The Feasibility of Global Democracy. Understanding ICANN's at-large Election. *Info*, 3(4): 333-345, August.

Knight, Barry, Hope Chigudu, and Rajesh Tandon. (2002). *Reviving Democracy: Citizens at the Heart of Governance*. Sterling, VA: Earthscan Publication.

Kohr, Martin. (2002?). *Some Issues and Priorities in Building Democratic Global Governance and Institutions*. Penang, Malaysia: Third World Network

Kovach, Hetty, Caroline Neligan and Simon Burall. (2003). *Power without Accountability? The Global Accountability Report 2003*. London: One World Trust.

Lacarte, Julio. (2004). Transparency, Public Debate and Participation by NGOs in the WTO: A WTO Perspective. *Journal of International Economic Law*, 7(3): 683-686.

Laxer, Gordon, and Sandra Halperin, eds. (2003). *Global Civil Society and Its Limits*. New York: Palgrave.

Loomis, Douglas. (1998). *Radical Democracy*. Ithaca, NY: Cornell University Press.

Malhotra, Kamal. (2002). Renewing the Governance of the Global Economy. In: Esref Aksu and Joseph A. Camilleri, eds., *Democratizing Global Governance*. New York: Palgrave, pp. 146-162.

Mann, Erika. (2004). A Parliamentary Dimension to the WTO: More than a Vision? *Journal of International Economic Law*, 7(3): 659-665.

Martin, Paul. (2005). A Global Answer to Global Problems. *Foreign Affairs*, 84(3): 2-6, May/June.

Monbiot, George. (2002). A Parliament for the Planet. *New Internationalist*, January-February, pp. 12-14.

Monbiot, George. (2003). How to Stop America. *New Statesman*, 9 June, pp.16-18.

Naidoo, Kumi. (2003). Civil Society, Governance and Globalisation: The World Bank and Civil Society. *Transnational Associations*, 4: 173-182.

Nayyar, Deepak, ed. (2002). *Governing Globalization*. Oxford, UK: Oxford University Press.

Nisula, Laura, and Katarina Sehm Patomaki, eds. (2002). We, the Peoples of the World Social Forum. NIGD Discussion Paper. Helsinki, Finland: Network Institute on Global Democracy.

Nossel, Suzanne. (2003). Democracy Confronts the Superpower. *Dissent*, pp. 53-59, Summer.

O'Brien, Robert, Anne Marie Goetz, Jan Aart Scholte and Marc Williams (2000). *Contesting Global Governance: Multilateral Economic Institutions and Global Social Movements*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Ougaard, Morten, and Richard Higgott, eds. (2002). *Towards a Global Polity*. New York: Routledge.

Oxfam America and Citizens for Global Solutions (2003). *The Challenge of Global Democracy: Report of an NGO Retreat Addressing the Democratic Deficits in International Decision Making*. Washington, DC, December 2-3, 2003, available at: http://www.globalsolutions.org/programs/intl_instit/latest_news/democ_retreat.html

- Palacios, Juan José. (2004). Corporate Citizenship and Social Responsibility in a Globalized World. *Citizenship Studies*, 8(4): 383-402.
- Patomaki, Heikki. (2001). *Democratising Globalisation: The Leverage of the Tobin Tax*. New York: Zed Books.
- Patomaki, Heikki, and Teivo Teivainen. (2004). *A Possible World: Democratic Transformation of Global Institutions*. New York: Zed Books.
- Patomaki, Heikki, and Teivo Teivainen with Mika Ronkko (2002). *Global Democracy Initiatives: The Art of Possible*. NIGD Working Paper 2/2002. Helsinki, Finland: Network Institute for Global Democratization (NIGD) and Nottingham Trent University (NTU).
- Paul, James A., and Jason Garred. (2000). "Making Corporation Accountable: A Background Paper for the United Nations Financing for Development Process." New York: Global Policy Forum; Berlin: Heinrich-Boell-Foundation; Bonn: World Economy, Ecology & Development Association (WEED), December.
- Payne, Rodger A., and Nayef H. Samhat. (2004). *Democratizing Global Politics: Discourse Norms, International Regimes, and Political Community*. Albany, NY: State University of New York Press.
- Payne, Rodger A., and Nayef H. Samhat. (2005). "Has the War on Terror Undermined Global Democracy?" Paper presented at the International Studies Association (ISA) Annual Meeting, March 2-5, Honolulu, Hawaii.
- Peou, Sorpong. (2001). Security-Community Building for Better Global Governance. In: Volker Rittberger, ed., *Global Governance and the United Nations System*. Tokyo, Japan: United Nations University Press, pp. 88-126.
- Richter, Judith. (2003). "Building on Quicksand: The Global Compact, Democratic Governance and Nestlé." Centre Europe – Tiers-Monde (CETIM), IBFAN/GIFA, and Berne Declaration. Available at: www.cetim.ch
- Riker, James V., and Kathryn E. Nelson. (2003). *What Works to Strengthen Civic Engagement in America: A Guide to Local Action and Civic Innovation – Synthesis Report*. The Democracy Collaborative-Knight Civic Engagement Project, co-directed by the Democracy Collaborative, University of Maryland, College Park, and the Center for the Study of Voluntary Organizations and Service, Georgetown University, July 29.
- Rikkila, Leena, and Katarina Sehm Patomaki, eds. (2001). *Democracy and Globalization: Promoting a North-South Dialogue*. Helsinki, Finland: Network Institute for Global Democratization.
- Rikkila, Leena, and Katarina Sehm Patomaki, eds. (2002). *From a Global Market Place to Political Spaces: The North-South Dialogue Continues*. Helsinki, Finland: Network Institute for Global Democratization.
- Round, Robin. (2002). Controlling Casino Capital. In: Robin Broad, ed., *Global Backlash: Citizen Initiatives for a Just World Economy*. Lanham, MD: Rowan & Littlefield, pp. 282-286.
- Ruggie, John G. (2000). "Globalization and the Global Community: The Role of the United Nations." The J. Douglas Gibson Lecture, School of Policy Studies, Queen's University, November 20.
- Ruggie, John G. (2004). Reconstituting the Global Public Domain: Issues, Actors, and Practices. *European Journal of International Relations*, 10: 499-531.
- Sachs, Jeffrey. (2005). *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*. New York: Penguin.

- Samhat, Nayef H., and Rodger A. Payne. (2003). Regimes, Public Spheres and Global Democracy: Towards the Transformation of Political Community. *Global Society*, 17(5): 273-295.
- Sampson, Gary P., ed. (2001). *The Role of the World Trade Organization in Global Governance*.
- Sampson, Gary. (2004). Is There a Need for Restructuring the Collaboration among the WTO and UN Agencies so as to Harness Their Complementarities? *Journal of International Economic Law*, 7(3): 717-727.
- Scholte, Jan Aart. (2002). Civil Society and Democracy in Global Governance. *Global Governance*, 8(4).
- Scholte, Jan Aart. (2004a). Civil Society and Democratically Accountable Global Governance. *Government and Opposition*, pp. 211-233, March.
- Scholte, Jan Aart. (2004b). *Globalization and Governance: From Statism to Polycentrism*. CSGR Working Paper No. 130/04, University of Warwick, Centre for the Study of Globalisation and Regionalisation.
- Scholte, Jan Aart. (2004c). Democratizing Globalization, Globalizing Democracy: An Interview. *Aurora Online*, Available at: <http://aurora.icaap.org/2004/Interviews/Scholte.html>
- Scholte, Jan Aart, with Albrecht Schnabel, eds. (2002). *Civil Society and Global Finance*. London: Routledge/Warwick Studies in Globalisation.
- Scholte, Jan Aart, and James V. Riker. (2003). "Global Democracy: Clarifying the Issues," In: *The Challenge of Global Democracy: An NGO Retreat Addressing the Democratic Deficit in International Decision-Making*. December 3-5, 2003, Washington, DC: Citizens for Global Solutions and Oxfam America. Available at: www.globalsolutions.org
- Sen, Amartya. (1999). Democracy as a Universal Value. *Journal of Democracy*, 10(3): 3-17.
- Shaffer, Greg. (2004). Parliamentary Oversight of WTO Rule-Making. *Journal of International Economic Law*, 7(3): 629-654.
- Shaw, Timothy M. (2003). Globalization, Anti-globalization and the Commonwealth(s): Governance for Development? *The Round Table*, 369:235-248.
- Skaggs, David. (2004). How Can Parliamentary Participation in WTO Rule-Making and Democratic Control Be More Effective in the WTO? *Journal of International Economic Law*, 7(3): 655-658.
- Slaughter, Anne-Marie. (2002). Building Global Democracy. *Chicago Journal of International Law*, 1(2): 79-96.
- Slaughter, Anne-Marie. (2004). *A New World Order*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Smith, Jackie. (2004). The World Social Forum and the Challenges of Global Democracy. *Global Networks*, 4(3): 413-419, October.
- Smith, Peter Jay. (2004). The World Social Forum – A New Space of Politics? Paper presented at the Annual Meeting of the Canadian Political Science Association (CPSA), Winnipeg, Manitoba, June 3-5.
- Stiglitz, Joseph E. (2002). *Globalization and Its Discontents*. New York: Norton.
- Tandon, Rajesh. (2005). "Democratisation of Global Governance." Montréal; FIM G05 Conference Report.
- Tandon, Yash. (2001). Global Governance and Justice. In: Volker Rittberger, ed., *Global Governance and the United Nations System*. Tokyo, Japan: United Nations University Press, pp. 203-231.

- Tehrani, Majid. (2002). Democratizing Governance. In: E. Aksu, and J. A. Camilleri, eds., *Democratizing Global Governance*. New York: Palgrave, pp. 55-73.
- Teivainen, Teivo. (2001). Democratizing the World: Reflections on Porto Alegre. In: Leena Rikkila and Katarina Sehm Patomaki, eds., *Democracy and Globalization: Promoting a North-South Dialogue*. Helsinki, Finland: Network Institute for Global Democratization, pp. 97-107.
- Teivainen, Teivo. (2004). Problems of Democracy in the World Social Forum: Twenty-Two Theses. Paper presented at the International Studies Association (ISA) Annual Meeting, Montréal, Canada, March.
- Third World Network. (2004). "60 Years of the World Bank and the International Monetary Fund: Civil Society Strategy Meeting, Summary Report." Penang, Malaysia: Bank Information Center, Bretton Woods Project, Campagna per la Riforma della Banca Mondiale, and Third World Network.
- Tussie, Diana, and Maria Pia Riggirozzi. (2001). Pressing Ahead with New Procedures for Old Machinery: Global Governance and Civil Society. In: Volker Rittberger, ed., *Global Governance and the United Nations System*. Tokyo, Japan: United Nations University Press, pp. 158-180.
- Ul-Haq, Mahbub. (1996). *The Tobin Tax – Coping with Financial Volatility*. New York: Oxford University Press.
- United Nations. (2004). *We the Peoples: Civil Society, the United Nations and Global Governance. Report of the Panel of Eminent Persons on United Nations-Civil Society Relations*. New York: United Nations.
- United Nations, High-Level Panel on Threats, Challenges and Change. (2004). *A More Secure World: Our Shared Responsibility*. New York: United Nations.
- U.N. Commission on Global Governance. (1995). *Our Global Neighborhood*. Oxford: Oxford University Press.
- Wang Hui. (2002). Political Failure and the Necessity for Global Democracy. *Inter-Asia Cultural Studies*, 3(1): 139-144.
- Weaver, James, Randall Dodd, and Jamie Baker, eds. (2003). *Debating the Tobin Tax*. Washington, DC: New Rules for Global Finance Coalition.

NOTES EN FIN DE TEXTE

¹ Sen 1999: 4.

² Voir par exemple : Archibugi et Held 1995; Fierlbeck 1998; Holden 2000; O'Brien, Goetz, Scholte et Williams 2000; Aksu et Camilleri 2002; Held et McGrew 2002; Khagram, Riker et Sikkink 2002; Patomaki, Teivanen et Ronkko 2002, 2004; Scholte 2002, 2004a,b; Slaughter 2002, 2003; Florini 2003; Held 2003, 2004; Chase-Dunn et Boswell 2004; Payne et Samhat 2004; Schmitz 2004; Smith 2004; Castells 2005.

³ Voir ces travaux : Ichiyo 1994; Bello 2001; Rikkila et Sehm 2001, 2002; Hemispheric Social Alliance 2002; Klein 2002; Cavanagh et al. 2003; Clark 2003; Fisher et Ponniah 2003; Monbiot 2003; Oxfam Amérique et Citizens for Global Solutions 2003; GlobeScan 2004; Teivanen 2004; Third World Network 2004.

⁴ Au cours de la dernière décennie, plusieurs dirigeants politiques et commissions ont lancé un appel en vue de réformer et démocratiser la gouvernance mondiale, dont les suivants : Commission des Nations unies sur la gouvernance mondiale 1995; Boutros-Ghali 2000, 2004; Consensus de Monterrey 2002; Annan 2003, 2005; Panel de haut niveau des Nations unies 2004; Nations unies 2004; Martin 2005.

⁵ Voir : Khagram, Riker et Sikkink 2002; Scholte 2002, 2004a,b; Laxer et Halperin 2003; Smith 2004.

⁶ Voir : Sikkink 2002; Florini 2003.

⁷ Ces données sont tirés du Global Accountability Report 2003. Pour plus d'information, voir Kovach, Neligan et Burall 2003: iv.

⁸ Voir Scholte 2004.

⁹ Voir Riker et Nelson 2003.

¹⁰ Voir Scholte 2004.

¹¹ Voir Riker et Nelson 2003.

¹² Voir Scholte 2004.

¹³ Voir Riker et Nelson 2003.

¹⁴ Voir Riker et Nelson 2003.

¹⁵ Ce tableau s'inspire de Scholte 2004; et Riker et Nelson 2003: 17.

¹⁶ Commission des Nations unies sur la gouvernance mondiale 1995; Holden 2000; Held 2004.

¹⁷ Au sujet du Fonds monétaire international, voir Kapur et Naim 2005; sur l'OMC, voir Esty 2000, 2002; Lacarte 2004; Shaffer 2004; Skaggs 2004.

¹⁸ GlobeScan 2004: 6-7.

¹⁹ Initiative pour la gouvernance mondiale 2004.

²⁰ Langley 2004: 69.

²¹ Johansen 2003: 2.

²² Johansen 2003: 3.

²³ Khagram, Riker et Sikkink 2002; Scholte 2004.

²⁴ Johansen 2003: 3.

²⁵ On estime que plus d'un demi-million de personnes ont été tuées dans les massacres au Rwanda en 1994 (Peou 2001:119). Comme le note Sorpong Peou : « En avril 2000, le Conseil de sécurité a admis qu'il n'avait pas réussi à stopper les massacres, en promettant d'empêcher le retour de telles atrocités – une promesse qui ne s'est pas encore matérialisée. » (2001: 119). Pour plus de détails sur le rôle joué respectivement par les Nations unies, les États occidentaux et l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) dans la tragédie du Rwanda, voir Peou 2001; Barnett 2002.

²⁶ Dans ces deux campagnes, on a réalisé une mobilisation d'envergure mondiale. Plus de 1200 ONG internationales réparties dans 60 pays faisaient partie de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (Bruhl et Rittenberger 2001:8). On estime que 17 millions de personnes réparties dans 160 pays ont signé une pétition internationale exhortant le G7 à annuler d'ici 2000 « la dette que les pays pauvres les plus endettés sont incapables de rembourser » (Donnelly 2002: 155).

²⁷ Chase-Dunn et Boswell 2004: 3.

²⁸ Cette section est directement inspirée d'une analyse de Scholte et Riker 2003: 12-13.

²⁹ As Suzanne Nossel argues: "a superpower in a [global] democratic system is like a superhero stripped of some powers. Increasingly, the hegemonic state cannot dictate to others, garner support by snapping its fingers, or brush away obstacles with wave of its hand... It will have to clean up after others, accede to international norms, and even sacrifice some of its power in deference to others' views and needs" (Nossel 2003: 60).

³⁰ Fisher & Ponniah 2003; Teivainen 2004; Smith 2004.

³¹ For example, see Klein 2001; Hajnal 2002a; Drake 2003.

³² Paul Martin, Prime Minister of Canada, is a key proponent for developing the L-20, an alternative leadership body to the G-8 that promotes fiscally, socially, and environmentally responsible global governance policies (Martin 2005).

³³ Scholte & Riker 2003; Scholte 2004c; Tandon 2005.

³⁴ Scholte 2004c.

³⁵ Scholte & Riker 2003.

³⁶ The strategic use of information and communication technologies (ICTs) has empowered civil society organizations and networks and mobilized social movements, effectively enabling them to influence the processes, policies, and practices of states, global governance institutions, and transnational corporations (Hajnal 2002a: 243-246).

³⁷ Khagram, Riker & Sikkink, 2002; Scholte 2004.

³⁸ Grzybowski 2001; Patomaki, Teivainen & Ronkko 2002; Patomaki & Teivainen 2004; Smith 2004.

³⁹ See the work of ATTAC (www.attac.org); Ul-Haq 1996; Patomaki 2001; Round 2002; Dawkins 2003; Weaver, Dodd & Baker 2003; Held 2004.

⁴⁰ See Calliari & Schroeder 2001; Cavanagh et al. 2002; Held 2004.

⁴¹ Paul & Garred 2000; Cavanagh et al. 2002; Dawkins 2003; Held 2004; Palacios.

⁴² Ruggie 2000; 2004; Dawkins 2003; Richter 2003; Held 2004.

⁴³ Paul & Garred 2000; Patomaki 2001; Patomaki, Teivainen, & Ronkko 2002; Patomaki & Teivainen 2004; Dawkins 2003; Held 2004; Scholte 2004c.

⁴⁴ Paul & Garred 2000; Held 2004; Scholte 2004c.

⁴⁵ Patomaki, Teivainen, & Ronkko 2002; Dawkins 2003; Patomaki & Teivainen 2004; Held 2004.

-
- ⁴⁶ Some leading civil society activists see little prospect for reforming the Bretton Woods Institutions, especially the IMF and WTO, with some arguing for transforming their roles and “shrinking” these institutions or for abolishing them altogether. See, for example, Bello 2001, 2003; Cavanagh et al. 2002; Rikkila & Sehm Patomaki 2002; Third World Network 2004.
- ⁴⁷ On the issue of increasing the voting rights of developing countries, see the work of G-24 Secretariat (www.g24.org) and the New Rules for Global Finance Coalition (www.new-rules.org).
- ⁴⁸ Stiglitz 2002; Held 2004.
- ⁴⁹ Esty 1998, 2000, 2002; Stiglitz 2002; Gould 2004.
- ⁵⁰ Malhotra 2002; Patomaki, Teivainen, & Ronkko 2002; Held 2004; Patomaki & Teivainen 2004.
- ⁵¹ The Millennium Development Goals are available at: www.un.org/millenniumgoals. For details about the resource and political challenges in meeting these goals, see the work of Jeffrey Sachs (2005).
- ⁵² Esty & Ivanova 2002, 2003; Held 2004.
- ⁵³ United Nations High-Level Panel 2004; Patomaki, Teivainen, & Ronkko 2002; Dawkins 2003; Etzioni 2004; Patomaki & Teivainen 2004; GlobeScan 2005; Tandon 2005.
- ⁵⁴ A recent survey of global stakeholders found that a key priority for reform should be to “make the World Bank, IMF and World Trade Organization (WTO) more accountable to the U.N.” (GlobeScan 2005: 20, available at: www.2020Fund.org). See also, Dawkins 2003; Patomaki & Teivainen 2004; Sampson 2004; Tandon 2005.
- ⁵⁵ Amato 2003; Carin & Smith 2004; Martin 2005.
- ⁵⁶ See Kapur & Naim 2005; See the statement of the IFI Democracy Coalition at: <http://www.new-rules.org/docs/ifidemocracycoalitionstatement.htm>
- ⁵⁷ Held 2004: 165.
- ⁵⁸ Dubash, Dupar, Kothari & Lissu 2002; Held 2004; Khagram 2004.
- ⁵⁹ The work of the High-Level Panel on U.N.-Civil Society Relations chaired by former Brazilian President Fernando Enrique Cardoso offers proposals for action (United Nations 2004).
- ⁶⁰ GlobeScan 2005: 20.
- ⁶¹ United Nations High-Level Panel 2004; Held 2004; Payne & Samhat 2005.
- ⁶² United Nations High-Level Panel 2004; Held 2004.
- ⁶³ United Nations High-Level Panel 2004.
- ⁶⁴ United Nations High-Level Panel 2004; Held 2004.
- ⁶⁵ Held 2004: 165; United Nations High-Level Panel 2004; Sachs 2005.
- ⁶⁶ Held 2004: 165.
- ⁶⁷ United Nations High-Level Panel 2004; Gould 2004; Held 2004.

⁶⁸ United Nations High-Level Panel 2004; Gould 2004; Held 2004.

⁶⁹ Tandon 2005: 20; Dawkins 2003.

⁷⁰ Patomaki, Teivainen, & Ronkko 2002; Patomaki & Teivainen 2004; Dawkins 2003; Gould 2004; Held 2004; Tandon 2005.

⁷¹ Held 2004: 165.

⁷² See, for instance, the International Parliamentarians' Petition (IPP) at: www.ippinfo.org.

⁷³ For example, the Parliamentary Network on the World Bank (PNoWB) has emerged as an independent body to facilitate networking among parliamentarians, in order to strengthen collective advocacy towards and to improve the accountability and transparency of the policies and practices of the World Bank. For more information on this non-partisan network of parliamentarians, see: www.pnowb.org

⁷⁴ Charnovitz 2004; Kapoor 2004; Mann 2004; Shaffer 2004; Skaggs 2004.

⁷⁵ See the pioneering work of Falk & Strauss 2001, 2002; Monbiot 2002; Patomaki, Teivainen, & Ronkko 2002; Dawkins 2003; Patomaki & Teivainen 2004.

⁷⁶ See Johansen 2003.